



CHAPITRE 80

Loi fusionnant le Trust Général du Canada
et la Société d'Administration et de
Fiducie

[Sanctionnée le 16 décembre 1970]

Préam-
bule.

ATTENDU que le Trust Général du Canada et la Société d'Administration et de Fiducie ont, par leur pétition, représenté:

Que le Trust Général du Canada est une corporation constituée comme compagnie de fidéicommiss à fonds social par le chapitre 117 des lois de 1909, modifié par le chapitre 102 des lois de 1912 (1^{re} session) et par le chapitre 117 des lois de 1928;

Que le capital-actions du Trust Général du Canada a été modifié par lettres patentes du lieutenant-gouverneur émises le onze mars 1959 conformément à la Loi des compagnies de Québec;

Que la Société d'Administration et de Fiducie est une corporation constituée comme compagnie de fidéicommiss à fonds social par le chapitre 69 des lois de 1902, modifié par le chapitre 103 des lois de 1912 (1^{re} session), par le chapitre 118 des lois de 1928, par le chapitre 126 des lois de 1949 et par le chapitre 92 des lois de 1962;

Que le capital-actions de la Société d'Administration et de Fiducie a été modifié par lettres patentes du lieutenant-gouverneur émises le six décembre 1961 sous l'autorité de la Loi des compagnies de Québec;

Que le capital-actions de la Société d'Administration et de Fiducie a de nouveau été modifié par son règlement numéro 30*b* confirmé le 27 décembre 1961 par le lieutenant-gouverneur en conseil;

CHAPTER 80

An Act to amalgamate The General Trust
of Canada and the Administration and
Trust Company

[Assented to 16th December 1970]

Preamble.

WHEREAS The General Trust of Canada and the Administration and Trust Company have by their petition represented:

That The General Trust of Canada was incorporated as a joint stock trust company by chapter 117 of the statutes of 1909, amended by chapter 102 of the statutes of 1912 (1st session) and by chapter 117 of the statutes of 1928;

That the capital stock of The General Trust of Canada was altered by letters patent of the Lieutenant-Governor issued under the Québec Companies Act on the eleventh of March 1959;

That the Administration and Trust Company is a corporation incorporated as a joint stock trust company by chapter 69 of the statutes of 1902, amended by chapter 103 of the statutes of 1912 (1st session), by chapter 118 of the statutes of 1928, by chapter 126 of the statutes of 1949 and by chapter 92 of the statutes of 1962;

That the capital stock of the Administration and Trust Company was altered by letters patent of the Lieutenant-Governor issued under the Québec Companies Act on the sixth of December 1961;

That the capital stock of the Administration and Trust Company was again altered by its by-law number 30*b*, confirmed by the Lieutenant-Governor in Council on the 27th of December 1961;

Que le capital-actions du Trust Général du Canada est constitué de mille actions ordinaires d'une valeur nominale de cinq dollars chacune, toutes émises et libérées, pour lesquelles une somme totale de cinq mille dollars a été payée, et de six cent mille actions privilégiées d'une valeur nominale de dix dollars chacune, dont trois cent mille émises et libérées, pour lesquelles une somme totale de trois millions de dollars a été payée;

Que le capital-actions de la Société d'Administration et de Fiducie est constitué de six cent mille actions ordinaires d'une valeur nominale de cinq dollars chacune, dont trois cent mille émises et libérées, pour lesquelles une somme totale de un million cinq cent mille dollars a été payée;

Que, pour fins d'économie, d'efficacité et d'expansion et pour l'avantage de ceux dont elles administrent les affaires, les pétitionnaires ont convenu de se fusionner en investissant la nouvelle corporation des pouvoirs, droits et privilèges dont elles étaient investies jusqu'à ce jour;

Attendu que les pétitionnaires ont demandé l'adoption d'une loi à cette fin et qu'il est à propos de faire droit à leur demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Interprétation:

1. Les mots et expressions qui suivent ont, dans la présente loi, le sens qui leur est donné ci-après:

« Trust »: « Trust » signifie le Trust Général du Canada, corporation constituée par le chapitre 117 des lois de 1909;

« Société »: « Société » signifie la Société d'Administration et de Fiducie, corporation constituée par le chapitre 69 des lois de 1902;

« compagnie »: « compagnie » signifie la corporation constituée par la présente loi.

Fusion.

2. Le Trust et la Société sont fusionnés en une nouvelle corporation constituée sous le nom, en français, de Trust Général du Canada, et, en anglais, de General Trust of Canada. Elle peut être désignée sous l'une ou l'autre de ces appellations ou sous les deux appellations à la fois.

That the capital stock of The General Trust of Canada consists of one thousand issued and paid-up common shares of a par value of five dollars each, for which a total sum of five thousand dollars was paid, and six hundred thousand preferred shares of a par value of ten dollars each, of which three hundred thousand are issued and paid-up, for which a total sum of three million dollars was paid;

That the capital stock of the Administration and Trust Company consists of six hundred thousand common shares of a par value of five dollars each, of which three hundred thousand are issued and paid-up, for which a total sum of one million five hundred thousand dollars was paid;

That for reasons of economy, efficiency and expansion, and in the interests of the persons whose affairs they administer, the petitioners have agreed to amalgamate and to vest the new corporation with the powers, rights and privileges which until now vested in them;

Whereas the petitioners have prayed for the passing of an act for such purpose and it is expedient to grant their prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

Interpretation:

1. In this act, the following words and expressions mean:

“Trust”: The General Trust of Canada, a corporation incorporated by chapter 117 of the statutes of 1909;

“Administration”: the Administration and Trust Company, a corporation incorporated by chapter 69 of the statutes of 1902;

“Company”: the corporation hereby constituted.

“Company”.

Amalgamation.

2. Trust and Administration are amalgamated to form a new corporation under the name of General Trust of Canada in English and Trust Général du Canada in French. It may be designated under either of such names, or under both together.

Siège social.

3. La compagnie a son siège social à Montréal.

3. The head office of the Company shall be in Montreal. Head office.

Buts.

4. La compagnie a pour but de poursuivre toutes les activités des compagnies de fidéicommiss. Les dispositions de la Loi des compagnies de fidéicommiss (Statuts refondus, 1964, chapitre 287), qui ne sont pas inconciliables avec celles de la présente loi, s'appliquent à la compagnie.

4. The object of the Company shall be to carry on all the activities of trust companies. Those provisions of the Trust Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 287) which are not inconsistent with this act shall apply to the Company. Object.

Pouvoirs.

5. 1. La compagnie peut exercer, sans autre autorisation, tous les pouvoirs énumérés au paragraphe 7° de l'article 2 de la Loi des compagnies de fidéicommiss et tous autres pouvoirs conférés ou qui le seront à l'avenir par ladite loi.

5. (1) The Company, with no other authorization, may exercise all the powers enumerated in paragraph 7 of section 2 of the Trust Companies Act, and any other powers which are or will be conferred by the said act. Powers.

Idem.

2. Sans restreindre la portée du paragraphe 1, la compagnie peut:

(2) Without restricting the scope of subsection 1, the Company may: Idem.

a) nonobstant les articles 365, 366 et 367 du Code civil, agir comme tuteur, subrogé tuteur et curateur aux biens et à la personne, liquidateur, receveur, syndic, conseil judiciaire, gardien judiciaire, séquestre, exécuteur testamentaire, fiduciaire, fidéicommissaire pour les détenteurs de bons ou d'obligations, administrateur de successions, administrateur de biens mobiliers ou immobiliers, caution civile ou judiciaire, agent financier et procureur, mandataire pour la liquidation d'affaires en général;

(a) notwithstanding articles 365, 366 and 367 of the Civil Code, act as tutor, subrogate-tutor and curator to property and to the person, liquidator, receiver, syndic, judicial adviser, judicial guardian, sequestrator, testamentary executor, trustee, trustee for the holders of bonds or debentures, administrator of successions and of moveable or immoveable property, civil or judicial surety, financial agent and attorney, and mandatary for the winding-up of business in general;

b) être nommée, par un juge d'un tribunal compétent, agent financier de tout tuteur, curateur ou autre personne désignée par un tel tribunal et alors elle aura l'administration de leurs biens de la même manière et avec les mêmes restrictions que le tuteur, le curateur ou l'autre personne désignée;

(b) be appointed by a judge of a competent court to act as the financial agent of any tutor, curator or other person designated by such court, and it will then administer his property in the same manner and subject to the same restrictions as the tutor, curator or other designated person;

c) prêter, emprunter de l'argent pour son compte ou pour le compte d'autres personnes, sur hypothèques et valeurs mobilières ou immobilières quelconques et en garantir ou non le remboursement et plus spécialement et sans limiter les termes ci-dessus, prêter de l'argent aux conditions jugées convenables, avec pouvoir de prendre en garantie pour un tel prêt ou toute autre dette ou engagement contracté envers la compagnie, des hypothèques, biens-fonds, rentes foncières, actions, obligations ou autres valeurs

(c) lend and borrow money for itself or for other persons upon hypothecs and moveable or immoveable securities, and guarantee or not guarantee the repayment thereof and, more especially, without limiting the foregoing, lend money on conditions deemed suitable, with power to take as security, for such loan or for any other debt or commitment contracted with the Company, hypothecs, real estate, ground rents, shares, bonds or other securities; lend, with or without hypothec or guarantee, to any person, municipal or

quelconques; prêter avec ou sans hypothèque ou garantie à toute personne, corporation municipale et scolaire, fabrique, et aux syndics pour la construction ou la réparation des églises au Québec, les sommes qu'ils ont le pouvoir d'emprunter; emprunter de l'argent aux taux d'intérêt qui peuvent être convenus, avec plein pouvoir de les garantir par hypothèque, nantissement ou mise en gage d'immeubles, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

d) agir au nom d'autres qui peuvent lui confier de l'argent pour des fins de prêt ou de placement, et assurer et garantir le remboursement du capital ou le paiement de l'intérêt, ou des deux, de toutes sommes ainsi confiées à la compagnie;

e) nonobstant l'article 184 de la Loi des compagnies, prêter ses fonds, sur des garanties autres que celles des actions de la compagnie, à ses actionnaires et à leurs héritiers, successeurs ou ayants droit; elle ne peut faire de tels prêts à ses administrateurs, ni à leur conjoint, ni à leurs enfants;

f) vendre toute créance garantie par hypothèque ou autrement, hypothéquer ou autrement affecter toute propriété immobilière de la compagnie;

g) recevoir des dépôts d'argent et lui faire porter intérêt; recevoir des dépôts de biens mobiliers de toute nature, construire, louer, entretenir et exploiter des édifices et les équiper pour la réception et l'entreposage de biens mobiliers de toute nature et de toute catégorie, faire des prêts sur tous effets reçus en dépôt;

h) promouvoir la formation d'autres compagnies; acquérir, garder et posséder l'actif, les actions et les obligations et autres valeurs mobilières d'autres compagnies et les vendre ou autrement en disposer; autrement employer les fonds ou faire servir le crédit de la compagnie, soit en employant une partie quelconque des deniers de la compagnie à telles fins, soit en plaçant sur le marché ou en garantissant l'émission des actions, obligations hypothécaires, obligations ou valeurs de telle autre compagnie ou le paiement de l'intérêt sur celles-ci ou autrement;

i) pour toute personne, gouvernement canadien ou étranger, municipalité, syn-

school corporation or *fabrique*, and to trustees for the building and repair of churches in the Province of Québec, such sums as they are empowered to borrow; borrow money at such interest rates as may be agreed upon, with full power to secure such loans by hypothecating, mortgaging or pledging immoveables, shares, bonds or other securities belonging to the Company;

(d) act on behalf of others who may entrust money to it for the purpose of lending or investing such money, and secure and guarantee repayment of the capital or payment of the interest, or both, on all amounts so entrusted to the Company;

(e) notwithstanding section 184 of the Companies Act, lend its funds, on security other than that of the shares of the Company, to its shareholders and their heirs, successors or legal representatives; it may not make such loans to its directors or to their consorts or their children;

(f) sell any debt secured by hypothec or otherwise, and hypothecate or otherwise affect any of its immoveable property;

(g) receive deposits of money and cause such money to bear interest; receive deposits of moveable property of any kind, build, lease, maintain and operate buildings, and equip them for receiving and storing moveable property of all kinds and descriptions, and make loans on all effects received on deposit;

(h) promote the formation of other companies; acquire, hold and possess the assets, shares, debentures and other securities of other companies, and sell or otherwise dispose of them, and otherwise use the Company's money or credit either by employing part of the Company's funds for such purpose or by placing on the market or guaranteeing the issue of shares, mortgage debentures, debentures or securities of such other company or the payment of interest thereon or otherwise;

(i) act as financial agent, trustee, administrator of sinking funds, administrator

dic, marguillier, corps politique, corporation, société, association, agir comme agent financier, fidéicommissaire, administrateur de fonds d'amortissement, administrateur de biens mobiliers et immobiliers, administrateur d'affaires en général; agent pour les enregistrements, émissions et contresings de transferts et de certificats d'actions, de bons, obligations, titres de créance et autres valeurs mobilières; agent pour la perception des coupons d'intérêt; mandataire pour l'émission, le contresing, la garantie, le nantissement, la vente ou l'achat d'actions, de bons, d'obligations ou autres titres de créance réels, personnels ou mixtes et, à ces fins, recevoir et déboursier de l'argent;

j) établir toute rémunération raisonnable, frais généraux ordinaires et habituels, frais et dépenses, ou en convenir, pour tous services dans l'exercice de tout pouvoir de la compagnie et en recevoir paiement ou remboursement;

k) garantir le titre ou la paisible jouissance de toute propriété, d'une manière absolue ou sous réserve de conditions ou restrictions; garantir toute personne y intéressée ou sur le point d'y devenir intéressée ou possédant ou sur le point d'acheter ou d'acquérir toute propriété immobilière, contre toutes pertes, actions, poursuites, réclamations ou demandes à raison d'insuffisance, d'imperfection ou de défaut de titre ou à raison de charges ou de droits existants; garantir toute personne contre les pertes ou dommages par suite de défaut de la part de toute personne, corps politique ou corporation, d'effectuer le paiement fidèle, en tout ou en partie, de prêts, avances, hypothèques ou réclamations hypothécaires ou autres quelconques, ou de l'intérêt; et émettre ses certificats ou polices de garantie en la forme qu'elle détermine et pour les rémunérations qu'elle fixe;

l) acheter des terrains, y ériger des bâtiments et les vendre, construire des bâtiments pour des tiers sur leurs propres terrains, prendre et recevoir une hypothèque sur lesdits terrains et constructions pour leur prix et valeur, fixer les conditions pour leur paiement et stipuler que, advenant la mort du débiteur, sa succession sera libérée du paiement de tout solde dû.

of moveable and immoveable property and administrator of business in general for any person, Canadian or foreign government, municipality, trustee, church-warden, body politic, corporation, firm or association, as agent for registering, issuing and countersigning transfers and certificates of shares, bonds, debentures, titles of indebtedness and other securities, and as agent for collecting interest coupons, and as mandatory for issuing, countersigning, guaranteeing, pledging, selling or purchasing shares, bonds, debentures or other real, personal or mixed titles of indebtedness, and receive and spend money for such purposes;

(j) establish or agree to any reasonable remuneration, ordinary and usual general expenses, and costs, for all services rendered in the exercise of any of the Company's powers, and receive payment thereof or reimbursement therefor;

(k) guarantee the title to or peaceful enjoyment of any property, either absolutely or subject to conditions or restrictions; guarantee any person interested therein or about to become interested therein, or possessing or about to purchase or acquire any real property, against all losses, actions, proceedings, claims or demands by reason of insufficiency, imperfection or want of title or by reason of existing charges or rights; guarantee any person against any loss or damages by reason of the failure of any person, body politic or corporation to make due payment of the whole or any part of any loan, advance, mortgage or claim, hypothecary or otherwise, or the interest, and issue its guarantee certificates or policies in such form as it determines and subject to the remuneration it fixes;

(l) buy vacant land and erect buildings thereon and sell them; construct buildings for third parties on their own land; take and receive a mortgage upon the said lands and buildings for the price and value thereof, grant terms for their payment and stipulate that in the event of the debtor's death, his estate will be released from payment of any balance remaining due.

Succes-
sion, etc.

6. La compagnie succède aux droits, intérêts, attributions, privilèges, biens, actifs, passifs, charges et obligations du Trust et de la Société.

Idem.

Sans limiter la portée de ce qui précède,

a) quand le nom du Trust ou de la Société apparaît dans un acte notarié ou sous seing privé, jugement ou ordonnance judiciaire, ou dans tout autre document ou instrument, le nom de la compagnie lui est substitué et avec les mêmes effets que s'il y était originalement apparu;

b) les mandats verbaux donnés au Trust ou à la Société sont dévolus à la compagnie.

Enregis-
trement
de droits
réels.

7. L'enregistrement, au nom de la compagnie, des droits réels enregistrés, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, au nom du Trust ou de la Société, en quelque qualité que ce soit, et dont est saisie la compagnie en vertu de l'article 6, se fait par le dépôt d'une copie conforme de la présente loi et d'un avis au registraire contenant la description de chaque droit réel concerné et une référence au numéro d'enregistrement de la présente loi. Cet avis peut être signé par un officier de la compagnie et il peut être reçu par le registraire sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature ou l'autorité de cet officier.

Droits et
honorai-
res.

Nonobstant toute disposition législative incompatible, le lieutenant-gouverneur en conseil détermine les droits et les honoraires que doit payer la compagnie pour l'enregistrement de la présente loi.

Actions
annulées.

8. Les mille actions ordinaires du capital-actions du Trust sont annulées et la compagnie en paie aux détenteurs la valeur nominale.

Capital-
actions
autorisé.

9. Le capital-actions autorisé de la compagnie est de neuf millions de dollars divisé en un million huit cent mille actions ordinaires d'une valeur nominale de cinq dollars chacune.

Capital
émis et
payé.

Le capital-actions émis et payé de la compagnie est de quatre millions cinq cent mille dollars.

Conver-
sion
d'actions
privilé-
giées.

Les trois cent mille actions privilégiées émises du capital-actions du Trust sont converties, sur la base de cinq actions

6. The Company shall succeed to the rights, interests, attributions, privileges, property, assets, liabilities, charges and obligations of Trust and of Administration.

Succession
to rights,
etc.

Without limiting the scope of the foregoing,

Idem.

(a) when the name of Trust or of Administration appears in any notarial deed, private writing, judgment, court order or other document or instrument, the name of the Company shall be substituted for it with the same effect as if it had originally appeared there;

(b) verbal mandates given to Trust or to Administration devolve to the Company.

7. Registration in the name of the Company of the real rights registered at the time of the coming into force of this act in the name of Trust or of Administration, in any capacity whatsoever, and of which the Company is seized under section 6, shall be effected by the deposit of a true copy of this act and of a notice to the registrar containing the description of each real right concerned and a reference to the registration number of this act. Such notice may be signed by an officer of the Company and received by the registrar without it being necessary to prove the signature or authority of such officer.

Registra-
tion of
certain
real
rights.

Notwithstanding any inconsistent legislative provision, the Lieutenant-Governor in Council shall determine the duties and fees to be paid by the Company for registering this act.

Payment
of duties,
etc.

8. The one thousand common shares of the capital stock of Trust are cancelled and the Company shall pay their par value to the holders of such shares.

Cancellat-
ion of
common
shares.

9. The authorized capital stock of the Company shall consist of nine million dollars divided into one million eight hundred thousand common shares of a par value of five dollars each.

Author-
ized
capital.

The Company's issued and paid-up capital stock shall consist of four million five hundred thousand dollars.

Issued
and
paid-up
capital.

The three hundred thousand issued preferred shares of the capital stock of Trust are converted, on the basis of five common

Conver-
sion of
preferred
shares.

ordinaires du capital-actions de la compagnie pour trois desdites actions privilégiées en cinq cent mille actions ordinaires libérées du capital-actions de la compagnie.

Conversion
d'actions
ordinaires.

Les trois cent mille actions ordinaires émises du capital-actions de la Société sont converties, sur la base de quatre actions ordinaires du capital-actions de la compagnie pour trois desdites actions ordinaires, en quatre cent mille actions ordinaires libérées du capital-actions de la compagnie.

Fractions
d'actions
groupées.

Les fractions d'action, s'il en est, peuvent être groupées de toute façon pour constituer des actions entières. Les fractions d'action qui ne sont pas groupées en action font l'objet de certificats fractionnaires d'action. Pour les fins de consolidation de fractions d'action en actions entières, la compagnie peut acheter des fractions d'action et dans ce cas elle doit vendre immédiatement les actions entières qui en résultent.

Certificats
annulés.

Les certificats d'actions du Trust et de la Société sont nuls.

Avis aux
action-
naires.

Aussitôt que possible après l'entrée en vigueur de la présente loi, la compagnie doit adresser aux actionnaires inscrits du Trust et de la Société une lettre, sous pli recommandé, les informant qu'elle détient pour eux les certificats d'actions de la compagnie émis sur la base décrétée au présent article et qu'elle les leur adressera sur réception des certificats d'actions du Trust et de la Société qu'ils détiennent.

Interpré-
tation.

10. 1. Dans le présent article le mot « personne » signifie un individu, une corporation, une fiducie ou une société; « action » signifie une action ordinaire émise du capital-actions de la compagnie; « détenteur » signifie une personne inscrite comme détentrice d'une action, et, s'il y a plus d'un détenteur inscrit d'une action, se réfère à tous les détenteurs ou à l'un d'eux; les actions sont « associées » quand elles sont inscrites au nom de l'un quelconque des détenteurs ou au nom de toute combinaison de détenteurs associés les uns avec les autres de l'une ou de plusieurs des manières suivantes:

shares of the capital stock of the Company for three of the said preferred shares, into five hundred thousand paid-up common shares of the capital stock of the Company.

Conversion
of
common
shares.

The three hundred thousand issued common shares of the capital stock of Administration are converted, on the basis of four common shares of the capital stock of the Company for three of the said common shares, into four hundred thousand paid-up common shares of the capital stock of the Company.

Consolidation
of
fractions
of shares,
etc.

Fractions of shares, if any, may be consolidated in any way so as to constitute whole shares. Those fractions of shares which are not consolidated into whole shares shall be covered by fractional share certificates. The Company may purchase fractions of shares for the purpose of consolidating such fractions into whole shares, and in such case it must forthwith sell all the whole shares obtained.

The share certificates of Trust and of Administration are null and void.

Nullity
of certifi-
cates.

As soon as possible after the coming into force of this act, the Company shall send to the registered shareholders of Trust and of Administration a registered letter informing them that it is holding for them the Company's share certificates issued on the basis stipulated in this section and will mail such certificates to such shareholders upon receipt of the share certificates of Trust and of Administration held by them.

Registered
letter to
share-
holders.

Interpre-
tation.

10. (1) In this section the word "person" means an individual, a corporation, a trust or a partnership; "share" means an issued common share of the capital stock of the Company; "holder" means any person registered as a holder of a share and, if more than one holder is registered for any share, it refers to all of such holders or to any one of them; shares are "associated shares" whenever registered in the name of any one holder or in the name of any group of holders associated in one or more of the following ways:

a) un détenteur est une corporation contrôlée, directement ou indirectement, par l'autre détenteur;

b) un des détenteurs est une corporation dont l'autre détenteur est l'un des administrateurs;

c) les deux détenteurs sont des corporations et elles sont toutes deux contrôlées, directement ou indirectement, par la même personne;

d) un des détenteurs détient des actions en fiducie ou en qualité d'agent pour l'autre détenteur ou pour toute personne ou personnes associées à l'autre détenteur de l'une ou de plusieurs manières dont les détenteurs peuvent être associés en vertu des sous-paragraphes a à g du présent paragraphe;

e) les deux détenteurs détiennent des actions en fiducie ou en qualité d'agent pour la même personne ou pour une personne ou des personnes associées les unes aux autres, ou à la même personne, de l'une ou de plusieurs manières dont les détenteurs peuvent être associés en vertu des sous-paragraphes a à g du présent paragraphe;

f) les deux détenteurs possèdent des actions conjointement, soit en vertu d'un « voting trust », soit en société, syndicat, soit comme affaire en participation ou autrement;

g) les deux détenteurs sont associés à la même personne, de l'une ou de plusieurs des manières dont les détenteurs peuvent être associés en vertu des sous-paragraphes a à f du présent paragraphe;

Restric-
tion.

néanmoins les actions possédées dans un but de profit par plus d'une personne qui ne sont pas associées de l'une ou l'autre des manières dont les détenteurs peuvent être associés en vertu des sous-paragraphes a à g du présent paragraphe, ne sont pas censées être associées pour la seule raison qu'elles sont inscrites au nom du même détenteur.

Droit
de vote.

2. Sous réserve du paragraphe 3 du présent article, chaque action confère à son détenteur un vote à toutes les assemblées de la compagnie, et ce vote peut être donné en personne ou par fondé de pouvoir; mais nul ne peut agir comme fondé de pouvoir s'il n'est lui-même détenteur, sauf pour les actions inscrites au nom d'une corporation qui peuvent être représentées

(a) one holder being a corporation controlled directly or indirectly by the other holder;

(b) one holder being a corporation of which the other holder is a director;

(c) both holders being corporations and both being controlled directly or indirectly by the same person;

(d) one holder holding shares in trust or as agent for the other holder or for any person or persons associated with the other holder in one or more ways in which holders may be associated under paragraphs a to g of this subsection;

(e) both holders holding shares in trust or as agents for the same person or for one or more persons associated with each other or with the same person in one or more ways in which holders may be associated under paragraphs a to g of this subsection;

(f) both holders owning shares jointly, either under a voting trust or as a partnership, syndicate, joint venture or otherwise;

(g) both holders being associated with the same person, in one or more ways in which holders may be associated under paragraphs a to f of this subsection;

however, shares held for profit by more than one person not associated with one another in any way in which holders may be associated under paragraphs a to g of this subsection shall not be deemed associated shares for the mere reason that they are registered in the name of the same holder.

Restric-
tion.

(2) Subject to subsection 3 of this section, each share shall entitle its holder to one vote at all meetings of the Company and such vote may be cast in person or by proxy, but no person may act as a proxy unless he himself is a holder, except as regards shares registered in the name of a corporation, which may be represented by any person thereunto appointed

Right
to vote.

par toute personne nommée par écrit à cet effet par cette corporation, et nul détenteur ne peut voter pour des actions sur lesquelles des arrérages sur un appel quelconque restent dus. Lorsque plusieurs personnes sont inscrites comme actionnaires pour une ou plusieurs actions, l'une quelconque de ces personnes peut voter à toute assemblée, soit en personne soit par fondé de pouvoir, pour telle action ou telles actions, comme si elle avait seule droit au vote, et si plusieurs de ces personnes sont présentes à une assemblée quelconque, soit en personne soit par fondé de pouvoir, l'une de ces personnes ainsi présentes, dont le nom paraît en premier, ou avant les noms des autres personnes, dans les livres de la compagnie à l'égard d'une telle action ou de telles actions, aura seule droit au vote en regard de cette action ou de ces actions.

Droit de
vote sur
actions
associées.

3. Lorsque plus de dix pour cent de l'ensemble des actions émises sont associées, aucune de ces actions associées excédant dix pour cent des actions émises ne peut conférer un droit de vote à une assemblée quelconque de la compagnie et, lorsque ces actions associées sont inscrites aux noms de deux ou plusieurs détenteurs, l'allocation entre eux du dix pour cent des actions émises pouvant donner droit au vote fera l'objet, pour toute assemblée de la compagnie, d'une entente parmi tous les détenteurs de telles actions associées, cette entente par écrit étant déposée au siège de la compagnie avant l'expiration du délai fixé pour le dépôt des procurations à cette assemblée ou, à défaut d'une telle entente ou d'un tel dépôt, d'après les dispositions prévues de temps à autre par les règlements de la compagnie, ou, à défaut de telles dispositions, suivant ce que les administrateurs décideront à leur discrétion, soit par règlements édictés de temps à autre par les administrateurs, soit autrement.

Règle-
menta-
tion.

4. Les administrateurs peuvent adopter les règlements qu'ils estiment nécessaires pour donner suite à l'objet des paragraphes 2 et 3 du présent article, y compris, sans limitation, des règlements:

a) exigeant de tout détenteur d'une action qu'il produise une déclaration ayant trait à:

i. la propriété d'une telle action;

in writing by such corporation, and no holder may vote for shares on which arrears on any call remain due. When several persons are registered as shareholders for one or more shares, any one of such persons may vote at any meeting, either in person or by proxy, for any such share or shares, as if he solely had the right to vote, and if several of such persons are present at any meeting, either in person or represented by proxy, one of such persons so present whose name is entered first or prior to the names of the other persons in the books of the company opposite such share or shares shall alone be entitled to vote for such share or shares.

(3) When more than ten per cent of the issued shares are associated shares, none of such associated shares exceeding ten per cent of the issued shares shall confer a right to vote at any meeting of the Company, and when such associated shares are registered in the name of two or more holders, the allotment among such holders of the ten per cent of the issued shares which may confer voting rights shall be determined, as regards any meeting of the Company, by an agreement between all the holders of such associated shares, such written agreement to be deposited at the head office of the Company before the expiry of the delay fixed for the deposit of proxies at such meeting or, failing such agreement or such deposit, as the by-laws of the company may from time to time provide or, failing such provision, according to what the directors in their discretion shall decide, either by by-laws adopted by them from time to time or otherwise.

Voting
rights
attached
to
associated
shares.

(4) The directors may adopt such by-laws as they deem necessary to give effect to subsections 2 and 3 of this section, including, without restriction, by-laws to:

By-laws.

(a) require the holder of any share to submit a declaration as to:

i. the ownership of such share;

ii. l'association d'un tel détenteur avec tout autre détenteur d'action, de l'une ou de plusieurs des manières énoncées au paragraphe 1 du présent article;

iii. toutes autres questions que les administrateurs estiment pertinentes aux fins des paragraphes 2 et 3 du présent article;

b) exigeant de toute personne qui désire effectuer le transfert d'une action à toute personne inscrite au registre des actionnaires de la compagnie, ou qui désire souscrire une action du capital-actions de la compagnie, qu'elle produise la déclaration qui peut être exigée d'un détenteur d'action suivant le présent paragraphe; et,

c) déterminant les circonstances dans lesquelles une telle déclaration peut ou doit être exigée, sa forme et le délai dans lequel elle doit être soumise.

ii. the association of such holder with any other holder of a share, in one or more of the ways outlined in subsection 1 of this section;

iii. all other matters which the directors deem relevant for the purposes of subsections 2 and 3 of this section;

(b) require any person who wishes to transfer a share to a person entered in the Company's register of shareholders, or who wishes to subscribe for a share of the capital stock of the Company, to file the declaration which may be required of any shareholder under this subsection; and

(c) determine the circumstances under which such a declaration may or must be required, the form of such declaration and the delay within which it must be submitted.

Refus
du droit
de vote.

5. Lorsque, conformément à un règlement fait en vertu du paragraphe 4 du présent article, une déclaration est exigée relativement à une ou plusieurs actions, la compagnie peut refuser le droit de vote en regard de cette action ou de ces actions jusqu'à la production d'une telle déclaration.

(5) When in accordance with a by-law made under subsection 4 of this section a declaration is required respecting one or more shares, the Company may refuse the right to vote as regards such share or shares until such declaration is filed.

Refusal
of right
to vote.

Droit de
se fonder
sur renseig-
nement
de la
déclaration.

6. La compagnie et tout administrateur, officier, employé ou agent de la compagnie peuvent se fonder sur tout renseignement contenu dans une déclaration exigée par la compagnie en vertu du paragraphe 4 du présent article ou sur tout renseignement autrement obtenu sur toute question qui pourrait faire l'objet d'une telle déclaration; et aucune poursuite ne peut être intentée contre la compagnie, ni contre tel administrateur, officier, employé ou agent, pour un acte posé ou omis de bonne foi en se fondant sur de tels renseignements.

(6) The Company and any director, officer, employee or agent of the Company may rely on any information contained in a declaration required by the Company under subsection 4 of this section or on any information otherwise acquired in respect of any matter which could be mentioned in such declaration; no action shall be taken against the Company or against such director, officer, employee or agent, for any act done or omitted in good faith in reliance upon such information.

Right to
rely on
informa-
tion in
declara-
tion.

Validité
des procé-
dures,
etc.

7. Au cas de contravention à l'une des dispositions du présent article lors d'une assemblée de la compagnie, aucune procédure, décision ou chose faite à cette assemblée n'est nulle du seul fait de cette contravention.

(7) If any provision of this section is infringed at a meeting of the Company, no procedure or decision taken or act done at such meeting shall be void merely by reason of such infringement.

Validity
of
procedure,
etc.

Conseil
d'admini-
stration.

11. La compagnie est administrée par un conseil dont le nombre de membres,

11. The Company shall be managed by a board the number of members of

Board of
directors.

d'au moins quinze, peut être fixé par règlement conformément à l'article 176 de la Loi des compagnies.

which, to be at least fifteen, may be fixed by by-law in accordance with section 176 of the Companies Act.

Premiers
adminis-
trateurs.

12. Les premiers administrateurs de la compagnie sont: Édouard Asselin, André Beauchemin, Jules Brillant, Maurice Chartré, Raymond Côté, Daniel Doheny, Émile Desorcy, Claude Ducharme, Marcel Faribault, Robert Jussaume, J. Louis Lévesque, Carl Moisan, Marcel Piché, Jean-Marie Poitras, Isidore C. Pollack, Gerald G. Ryan, Jacques St-Aubin, Arthur Simard, Léon Simard, Lavery Sirois, Guy St-Germain et Marcellin Tremblay.

12. The first directors of the Company shall be: Édouard Asselin, André Beauchemin, Jules Brillant, Maurice Chartré, Raymond Côté, Daniel Doheny, Émile Desorcy, Claude Ducharme, Marcel Faribault, Robert Jussaume, J. Louis Lévesque, Carl Moisan, Marcel Piché, Jean-Marie Poitras, Isidore C. Pollack, Gerald G. Ryan, Jacques St-Aubin, Arthur Simard, Léon Simard, Lavery Sirois, Guy St-Germain and Marcellin Tremblay.

Mandat.

Ils exercent les pleins pouvoirs attachés à leurs fonctions jusqu'à la tenue de l'assemblée des actionnaires de la compagnie prévue à l'article 16 de la présente loi.

They shall exercise all the powers related to their duties until the meeting of the shareholders of the Company provided for in section 16 of this act is held.

Règle-
ments.

13. Les premiers administrateurs peuvent adopter des règlements pour la conduite des affaires de la compagnie. Ces règlements ne restent en vigueur que jusqu'à la première assemblée annuelle de la compagnie, à moins qu'ils ne soient ratifiés à cette assemblée annuelle ou qu'entre-temps ils aient été ratifiés par les actionnaires à l'assemblée générale spéciale prévue à l'article 16.

13. The first directors may make by-laws for the conduct of the affairs of the Company. Such by-laws shall remain in force only until the first annual meeting of the Company, unless ratified at such annual meeting or ratified in the meantime by the shareholders at the special general meeting provided for in section 16.

Premiers
officiers.

14. Les premiers officiers de la compagnie sont: Jules Brillant et Marcel Faribault, présidents d'honneur; Arthur Simard, président du conseil; Robert Jussaume, président et chef de la direction; Jacques St-Aubin, vice-président exécutif; J. Louis Lévesque, Marcel Piché et Lavery Sirois, vice-présidents; Louis Archambault, directeur général.

14. The first officers of the Company shall be: Jules Brillant and Marcel Faribault, honorary presidents; Arthur Simard, chairman of the board; Robert Jussaume, president and chief executive officer; Jacques St-Aubin, executive vice-president; J. Louis Lévesque, Marcel Piché and Lavery Sirois, vice-presidents; Louis Archambault, general manager.

Mandat.

Ils exercent leurs fonctions jusqu'à la tenue de la séance du conseil d'administration prévue à l'article 16 de la présente loi.

They shall remain in office until the meeting of the board of directors provided for in section 16 of this act is held.

Comité
exécutif.

15. Un comité exécutif sera formé parmi les administrateurs de la compagnie. Le conseil d'administration en détermine, par règlement, la composition et les attributions. Les premiers membres de ce comité sont: Maurice Chartré, Émile Desorcy, Claude Ducharme, Marcel Faribault, Robert Jussaume, J. Louis Léves-

15. An executive committee shall be composed from among the directors of the Company. The board of directors shall determine the composition and duties of such committee by by-law. The first members of such committee shall be: Maurice Chartré, Émile Desorcy, Claude Ducharme, Marcel Faribault, Robert Jussaume,

que, Marcel Piché, Isidore C. Pollack, Gérard G. Ryan, Jacques St-Aubin, Arthur Simard, Lavery Sirois.

Mandat. Ils exercent leurs fonctions jusqu'à la tenue de la séance du conseil d'administration prévue à l'article 16 de la présente loi.

Assemblée générale spéciale.

16. Dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, une assemblée générale spéciale des actionnaires est convoquée et tenue aux fins, entre autres, d'élire les administrateurs et de nommer les vérificateurs qui seront en fonctions jusqu'à la première assemblée annuelle de la compagnie. Les administrateurs alors élus tiennent immédiatement après cette assemblée générale spéciale des actionnaires, une réunion du conseil d'administration aux fins, entre autres, de nommer les membres du comité exécutif et les officiers de la compagnie qui restent en fonctions jusqu'à la réunion du conseil d'administration qui suit la première assemblée annuelle des actionnaires.

Lois abrogées, etc.

17. Le chapitre 69 des lois de 1902, le chapitre 117 des lois de 1909, les chapitres 102 et 103 des lois de 1912 (1^{re} session), les chapitres 117 et 118 des lois de 1928, le chapitre 126 des lois de 1949 et le chapitre 92 des lois de 1962 sont abrogés; les lettres patentes émises en faveur du Trust et celles émises en faveur de la Société, conformément à la Loi des compagnies de Québec, sont annulées; le règlement numéro 30b de la Société, confirmé le 27 décembre 1961 par le lieutenant-gouverneur en conseil, est annulé.

Entrée en vigueur.

18. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

J. Louis Lévesque, Marcel Piché, Isidore C. Pollack, Gérard G. Ryan, Jacques St-Aubin, Arthur Simard and Lavery Sirois.

They shall perform their duties until the meeting of the board of directors provided for in section 16 of this act is held.

Term of office.

16. Within ninety days after the coming into force of this act, a special general meeting of the shareholders shall be called and held for the purposes, *inter alia*, of electing the directors and appointing the auditors, who shall remain in office until the first annual meeting of the Company. Immediately after such special general meeting of the shareholders, the directors then elected shall hold a meeting of the board of directors for the purposes, *inter alia*, of appointing the members of the executive committee and the officers of the Company, who shall remain in office until the meeting of the board of directors which follows the first annual meeting of the shareholders.

Special general meeting.

17. Chapter 69 of the statutes of 1902, chapter 117 of the statutes of 1909, chapters 102 and 103 of the statutes of 1912 (1st session), chapters 117 and 118 of the statutes of 1928, chapter 126 of the statutes of 1949 and chapter 92 of the statutes of 1962 are repealed; the letters patent issued to Trust and those issued to Administration under the Québec Companies Act are cancelled; by-law number 30b of the Company, confirmed by the Lieutenant-Governor in Council on the 27th of December 1961, is annulled.

Repeal of certain acts, etc.

18. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.